Une ressource publiée sur tmnlab.com

# Données du spectacle vivant : un langage commun prend forme, la coopération entre dans une nouvelle phase

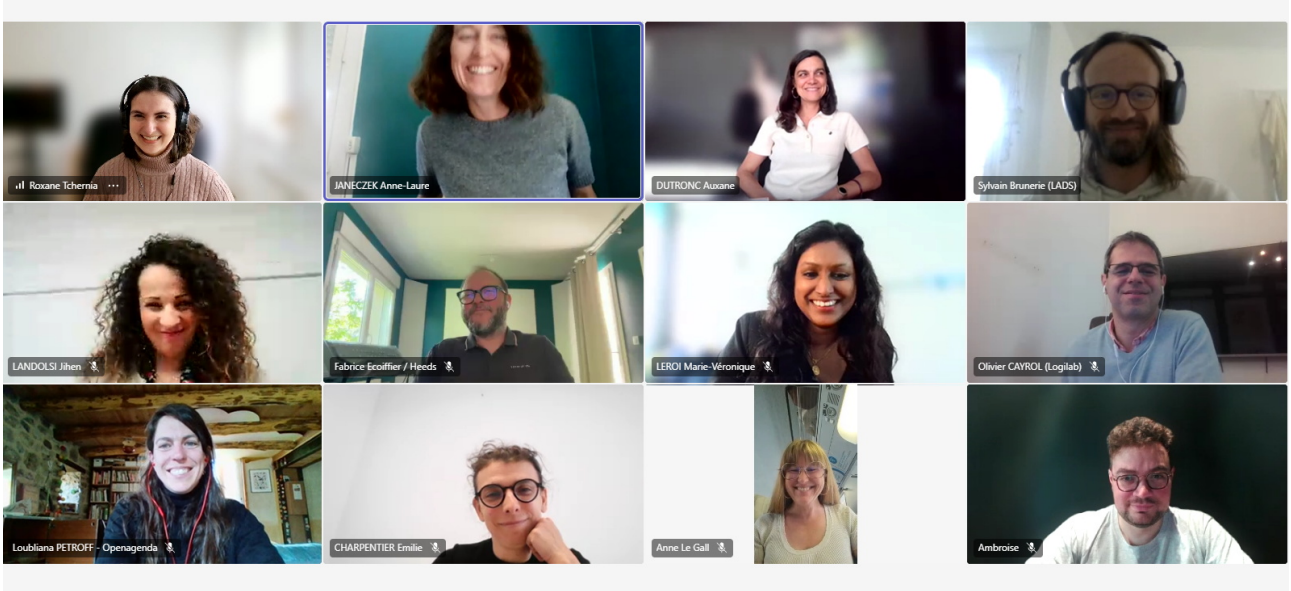
Posted on 25 novembre 2026 by Anne Le Gall

**Après une première année de travaux associant plus de 50 contributeurs, le ministère de la Culture et la communauté TMNlab ont présenté, le 17 novembre, les premiers résultats du cadre commun d'interopérabilité des données du spectacle vivant. Une démarche destinée à faciliter la circulation des informations entre outils, améliorer la découvrabilité des spectacles et construire une ressource numérique partagée à l'échelle du secteur.**

Les premiers travaux ouvrent désormais la voie à une deuxième phase, avec l'objectif d'une version 1 à l'été 2027.

**Sommaire :**


1. De la fragmentation des données à la recherche d'un langage commun
2. Une première version pour décrire les représentations
3. Des premiers usages pour éprouver le modèle
4. Jusqu'où aller dans la description du spectacle vivant ?
5. Un commun numérique, au-delà des spécifications techniques
6. Cap sur une V1 à l'été 2027
7. Pour aller plus loin

**Envie de contribuer à la démarche ?**

Que vous souhaitiez simplement **approfondir votre compréhension du projet, participer aux travaux, tester le cadre**, **partager votre expérience** ou **suivre la démarche** :

Répondez à ce court questionnaire

Réunis au ministère de la Culture, à Paris, et à distance, plus d'une centaine de professionnels ont participé, le 17 novembre 2026, à la restitution de la première année de construction du cadre commun d'interopérabilité des données du spectacle vivant. Théâtres, opéras, compagnies, réseaux professionnels, organismes de gestion collective, éditeurs de logiciels, chercheurs et acteurs publics étaient représentés. Une diversité que Cécile Favarel-Garrigues, adjointe au directeur général de la création artistique, a saluée en ouverture des échanges, soulignant la nécessité de faire dialoguer les métiers du spectacle vivant avec ceux du numérique.

« Nous avons besoin d'une conception admise par l'ensemble des parties prenantes », a-t-elle insisté à propos de ce qu'elle propose de considérer comme un « cadre de référence minimale, commun ». Pour la DGCA, l'enjeu dépasse la seule dimension technique : il s'agit de mieux développer, observer et accompagner la programmation du spectacle vivant. Une ambition qui suppose d'associer dès l'origine les professionnels des systèmes d'information aux acteurs de la création et de la diffusion.

Le projet n'est pas un cadre normatif ayant vocation à être imposé, c'est une démarche collective qui doit prouver son utilité pour le terrain. L'hétérogénéité du public assistant à cette événement – et plus largement concerné par cette démarche – implique également des niveaux de discussions très différents (pédagogie, interconnaissance, motivation, freins, leviers) pour converger. Les participants l'ont rappelé avec pertinence.

## De la fragmentation des données à la recherche d'un langage commun

Le chantier prend appui sur plusieurs années de réflexions et d'expérimentations. Du côté du TMNlab, les enjeux liés aux données traversent depuis longtemps les travaux de la communauté, d'abord sous l'angle de l'acculturation et de la littératie, puis de la construction de réponses opérationnelles. Deux démarches ont notamment contribué à structurer le diagnostic : l'étude sur l'interopérabilité des systèmes d'information du spectacle vivant, conduite en dialogue avec les métiers et les éditeurs de logiciels et publiée en 2025, et le projet CapData avec la Réunion des Opéras de France, soutenu dans le cadre de France 2030.

Ces travaux ont mis en évidence une difficulté persistante : les informations relatives aux spectacles, aux représentations, aux lieux ou aux artistes sont produites et conservées dans une multitude d'outils qui ne partagent ni les mêmes modèles ni les mêmes façons de décrire les données. « Nous partagions ce constat au sein de la communauté : les données du spectacle vivant sont par nature fragmentées, dans des systèmes fragmentés, et sont décrites de façon trop hétérogènes », a résumé Anne Le Gall, déléguée générale du TMNlab. Une

situation qui freine à la fois les usages professionnels et la découvrabilité de l'offre culturelle.

Au ministère, la mise en oeuvre de SIBIL, outil de remontée des données de billetterie du spectacle vivant, ou dans les projets de simplification des formalités administratives, ont alimenté le même constat. La diversité des logiciels et des formats complique les échanges, multiplie les opérations de ressaisie et limite la capacité des informations à circuler d'un acteur à l'autre.

L'objectif du cadre est donc de définir un langage partagé, sans créer de norme opposable pour les logiciels des entrepreneurs de spectacles. Quatre finalités structurent la démarche : améliorer la circulation des données entre outils, renforcer la découvrabilité des contenus culturels, faciliter le développement de nouveaux usages et construire collectivement un commun numérique.

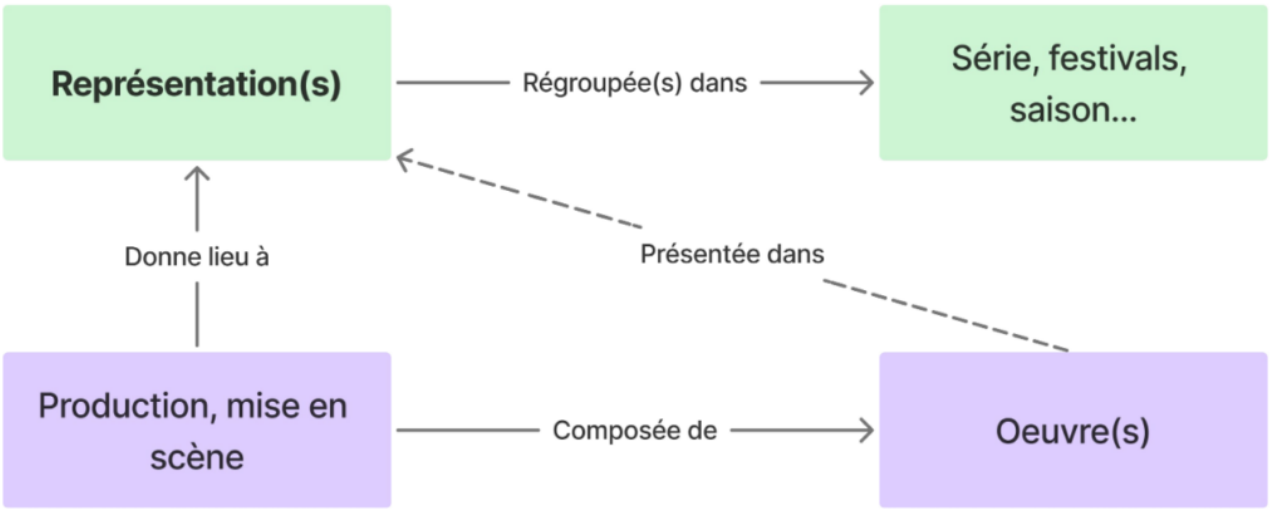
Les échanges en atelier, animés par les équipes du TMNLab et du Service du numérique du ministère, ont illustré la diversité des attentes derrière cette ambition commune. Pour certains participants, l'interopérabilité doit avant tout faciliter les échanges entre producteurs, diffuseurs et opérateurs, en France comme à l'international. Pour d'autres, elle constitue un levier pour améliorer l'orientation des publics dans une offre culturelle foisonnante, rendre plus visibles les artistes et les œuvres, ou encore préserver et transmettre les données du spectacle vivant.

Autant de perspectives qui interrogent les différentes finalités d'un même cadre, entre efficacité professionnelle, démocratie culturelle, observation et valorisation du patrimoine.

## Une première version pour décrire les représentations

Entre décembre 2025 et l'été 2026, une quinzaine d'ateliers et plus de 50 contributeurs ont permis de poser les premières fondations du cadre. La méthode repose sur des allers-retours entre les besoins des métiers, les usages envisagés et le travail de modélisation technique.

Un premier choix structurant a été de distinguer clairement deux aspects d'un spectacle avec, d'une part, la création artistique (la production, la mise en scène, le concept d'œuvre) et, d'autre part, la dimension événementielle (les représentations). En effet, un spectacle ne se résume pas à un événement : il possède une existence artistique, une production et des caractéristiques propres, tandis qu'une représentation correspond à sa manifestation à une date, une heure et dans un lieu déterminés mais aussi une distribution qui évolue dans le temps.




La modélisation propose ainsi quatre grands concepts : l'œuvre, le spectacle (en tant que production), le regroupement de date (le festival, la série, la saison) et la représentation elle-même. En cela, le modèle n'invente pas : il s'appuie sur les expériences de modélisation du spectacle vivant éprouvées dans d'autres projets.

Pour construire ce modèle, le ministère a retenu Schema.org comme premier point d'ancrage. Standard international largement utilisé pour structurer les informations publiées sur Internet, ce modèle de structuration des données facilite leur interprétation par les moteurs de recherche et constitue un levier pour la visibilité des contenus culturels, y compris dans les nouveaux environnements de recherche mobilisant l'intelligence artificielle. Ce choix du standard Schema.org n'exclut pas les alignements futurs avec d'autres standards et modèles existants.

La première version publiée, encore expérimentale, se concentre principalement sur la représentation et donc le spectacle comme événement. Elle est accompagnée de spécifications techniques et d'un outil de validation, accessibles sur le GitHub du ministère de la Culture, permettant aux développeurs et aux éditeurs de logiciels de confronter leurs propres données au modèle proposé. « Nous sommes bien dans une V0 à ce stade », a rappelé Anne Le Gall. Si cette première étape permet déjà d'engager des tests, elle reste appelée à évoluer. « Nous visions une V1 avant l'été 2027 », avec l'ambition de disposer d'un cadre complètement implémentable.

L'atelier réunissant des développeurs et des éditeurs de solutions numériques a permis de confronter les premiers outils à leurs conditions d'utilisation. Les échanges ont notamment porté sur le périmètre du validateur publié, son articulation avec celui de Schema.org et les besoins de documentation pour faciliter les premiers tests. Une autre préoccupation a traversé les discussions : comment rendre les données interopérables sans imposer aux acteurs de transformer leurs systèmes internes ?

La possibilité de construire des interfaces de traduction entre les outils existants et le vocabulaire commun a été mise en avant, tandis que la définition d'un objet « Lieu » partageable entre plusieurs métiers a également suscité des questions. Ces contributions techniques alimentent directement le travail de clarification et d'évolution du cadre.

## Des premiers usages pour éprouver le modèle

L'intérêt du cadre se mesure aussi à sa capacité à répondre à des problèmes quotidiens. Deux retours d'expérience ont illustré les possibilités ouvertes par cette première version.

Le premier concerne les travaux menés avec Roxane Tchernia dans le prolongement de CapData Opéra (Réunion des Opéras de France – France 2030) pour faire circuler automatiquement les données de programmation vers l'écosystème touristique. Avec notamment l'Opéra de Lyon, la Réunion des opéras de France, Apidae, ADN Tourisme et l'Office du tourisme de Lyon, l'expérimentation vise à rendre possible la réutilisation des informations produites par les institutions culturelles sans nouvelle saisie.

Le projet a permis de parcourir une large partie de la chaîne d'échange des données, même si certains points restent à résoudre. Les difficultés ne sont pas seulement techniques : une soirée réunissant plusieurs spectacles, une représentation organisée dans un lieu partenaire ou encore les conditions de réutilisation des images de communication soulèvent des questions concrètes de modélisation et d'exploitation.

Pour Auxane Dutronc, Directrice adjointe, Publics et communication de l'Opéra de Lyon, l'enjeu est de parvenir à « ne plus ressaisir, quels que soient les usages imaginés par les uns et par les autres, à partir de nos propres données de spectacles ». Elle a également souligné l'intérêt de distinguer les objectifs de valorisation d'une programmation à court terme et ceux de visibilité du patrimoine artistique à plus long terme.

Le second témoignage, porté par Victor Mazat, d'Artichoc, a présenté un premier test de correspondance entre les données accessibles dans l'API de l'éditeur et celles attendues par le cadre. Si une grande partie des informations peut déjà être rapprochée des spécifications, l'exercice fait apparaître des questions sur la provenance des données, leur disponibilité et la répartition des responsabilités entre différents outils, notamment pour les informations issues de la billetterie. La question des identifiants uniques a aussi émergé de ce test. Autant de retours utiles pour consolider le modèle à partir de situations réelles.

Ces expérimentations illustrent une même logique : la standardisation ne peut se construire indépendamment des pratiques. Elle doit permettre de réduire les ressaisies, d'améliorer la qualité et la circulation des informations, mais aussi de tenir compte des contraintes et de la diversité des organisations.

## Jusqu'où aller dans la description du spectacle vivant ?

Les échanges avec les participants ont rapidement fait apparaître les questions que devra traiter la deuxième phase : comment distinguer une œuvre de sa production ? À quel niveau

rattacher la distribution artistique, les décors ou les données techniques ? Comment représenter les identités des artistes, des organisations et des spectacles ? Et comment assurer l'articulation avec les référentiels et modèles déjà utilisés en France et à l'international ?

Ces interrogations soulignent la complexité d'un secteur où les disciplines, les modes de production et les pratiques de diffusion sont particulièrement hétérogènes. L'enjeu n'est pas de décrire immédiatement toutes les dimensions d'un spectacle, mais de construire un socle suffisamment partagé pour être utile au plus grand nombre, tout en conservant la possibilité d'étendre le modèle à des usages spécialisés. « On force à trouver le plus petit dénominateur commun », a expliqué Anne-Laure Janeczek du Service du numérique du ministère, rappelant que cette exigence constitue le fil rouge des spécifications.

Les discussions sur les vocabulaires contrôlés (ou référentiels) ont particulièrement éclairé cette tension entre normalisation et diversité culturelle. Un éditeur a ainsi évoqué les 4 700 genres utilisés par ses 350 clients, illustration de la richesse des vocabulaires professionnels autant que de la difficulté à les faire dialoguer. Comment construire des catégories communes sans appauvrir la description des œuvres, notamment lorsqu'elles relèvent de pratiques transdisciplinaires, immersives ou émergentes ? Les participants ont évoqué la possibilité de conserver les termes employés par les producteurs des données tout en organisant leur correspondance avec des vocabulaires contrôlés partagés. Les expériences des institutions patrimoniales et de leurs thésaurus constituent à cet égard des ressources précieuses. Ces échanges rappellent qu'un vocabulaire contrôlé ne répond pas aux mêmes besoins selon qu'il sert à communiquer auprès des publics, à documenter une œuvre, à faciliter une recherche ou à produire des statistiques sectorielles.

Les participants ont notamment évoqué les modèles internationaux CIDOC CRM et FRBR, les questions d'identifiants, ainsi que la prise en compte des représentations hybrides ou en ligne. Les standards du Web sémantique offrent des possibilités d'articulation entre différents modèles, mais les choix de périmètre et de structuration restent à travailler collectivement. Pour Anne Le Gall, cette démarche suppose de maintenir un lien constant avec les cas d'usage : « la démarche de modélisation se conçoit en aller-retour entre des cas métiers ou des cas d'usages données, ainsi pour la v1 nous traiterons un périmètre de données qui correspond à un cadre d'usage pour respecter la règle des 3U, être utile, utilisable et utilisé. »

Une manière de maîtriser la complexité pour produire progressivement des résultats exploitables.

## Un commun numérique, au-delà des spécifications techniques

La question de la gouvernance a également été soulevée par les participants. Car la publication d'un standard ne suffit pas, à elle seule, à garantir son appropriation et sa pérennité. « Un commun, c'est un outil ouvert, mais c'est aussi une communauté autour pour le porter, le faire vivre, le déployer, avec des règles de gouvernance et de contribution transparente », a rappelé Anne Le Gall. Le travail engagé doit ainsi permettre de préciser les

modalités de contribution, de documentation, de décision et d'évolution du cadre.

Les ateliers ont également ouvert une discussion sur les identifiants et les registres partagés. Comment reconnaître un même spectacle lorsqu'il apparaît dans plusieurs systèmes ? Comment identifier les lieux, les artistes et les organisations, tout en s'appuyant sur les ressources déjà existantes ? Plusieurs contributions ont évoqué l'intérêt d'un registre commun des spectacles, voire d'un annuaire national, qui pourrait faciliter le dédoublonnage, la découvrabilité et l'observation du secteur. Cette perspective, distincte de la construction du cadre d'interopérabilité lui-même, soulève des questions encore ouvertes : qui produirait et actualiserait les informations, selon quelles règles de contribution, avec quelle responsabilité publique et quelle articulation avec les initiatives privées ? Elle invite à penser la mutualisation des données autant comme une question d'organisation collective que de standardisation technique.

L'ambition est que cette ressource puisse être réemployée et enrichie par l'ensemble de son écosystème. Cette dimension collective implique également de continuer à trouver des correspondances avec les initiatives françaises, francophones et européennes, particulièrement importantes pour des œuvres et des artistes qui circulent au-delà des frontières – en pour envisager des mutualisations de pratiques, de connaissance et de moyens.

## Cap sur une V1 à l'été 2027

Les conditions de déploiement ont occupé une place importante dans les discussions en ateliers. Pour les structures culturelles comme pour les éditeurs, l'intégration d'un nouveau cadre représente un investissement en temps, en compétences et en développement. Les participants ont souligné la nécessité de démontrer sa valeur ajoutée par des expérimentations ciblées : réduction effective des ressaisies, amélioration de la qualité des informations, nouveaux services rendus possibles. Une attention particulière a également été portée à la charge des équipes, aux calendriers professionnels et aux arbitrages économiques des éditeurs. L'enjeu n'est pas d'imposer un nouveau standard mais de créer les conditions de son adoption volontaire, en associant les structures utilisatrices, les prestataires numériques et les acteurs susceptibles de réutiliser les données.

La prochaine année de travail doit permettre de franchir plusieurs étapes. La première consiste à poursuivre les spécifications sur les données de création et de production, non développées dans la version actuelle. Ce volet constitue une condition essentielle pour aboutir à une V1 du cadre, visée pour juin 2027. Le chantier portera également sur les vocabulaires contrôlés communs à mobiliser ainsi que l'appropriation du cadre par les professionnels et les éditeurs.

L'expérimentation engagée en région AURA sur la circulation des données vers le secteur du touristique se poursuivra, tandis que de nouveaux lieux seront invités à tester les possibilités offertes pour améliorer la découvrabilité de leur programmation. Les politiques d'identification des œuvres, spectacles et contributeurs (auteurs, metteurs en scène, créateurs, comédiens…) sont identifiées lors des discussions comme des sujets structurants. Un état de l'art et l'amorçage d'un dialogue entre la démarche et d'autres projets traitant de ce sujet est envisagé pour 2027.

Cette rencontre du 17 novembre marquait ainsi autant une restitution qu'une nouvelle ouverture du chantier. Les ateliers coopératifs ont donné à voir la pluralité des regards et des préoccupations que suscite la construction d'un langage commun : préservation de la singularité artistique, fiabilité des données, interconnexion des outils, gouvernance des référentiels, coûts et conditions d'adoption. Ces discussions n'avaient pas vocation à arrêter des choix définitifs, mais à enrichir les questionnements et à identifier des situations concrètes sur lesquelles poursuivre le travail. Elles illustrent la dimension collective d'une démarche qui ne pourra progresser qu'en associant durablement les métiers du spectacle vivant, les professionnels du numérique, les chercheurs et les acteurs publics et institutionnels.

Derrière la technicité des modèles et des formats, la démarche poursuit un objectif collectif : permettre aux acteurs du spectacle vivant de mieux maîtriser, partager et valoriser les informations qu'ils produisent, dans un environnement numérique où la capacité à faire circuler les données devient un enjeu pour l'ensemble de la filière.

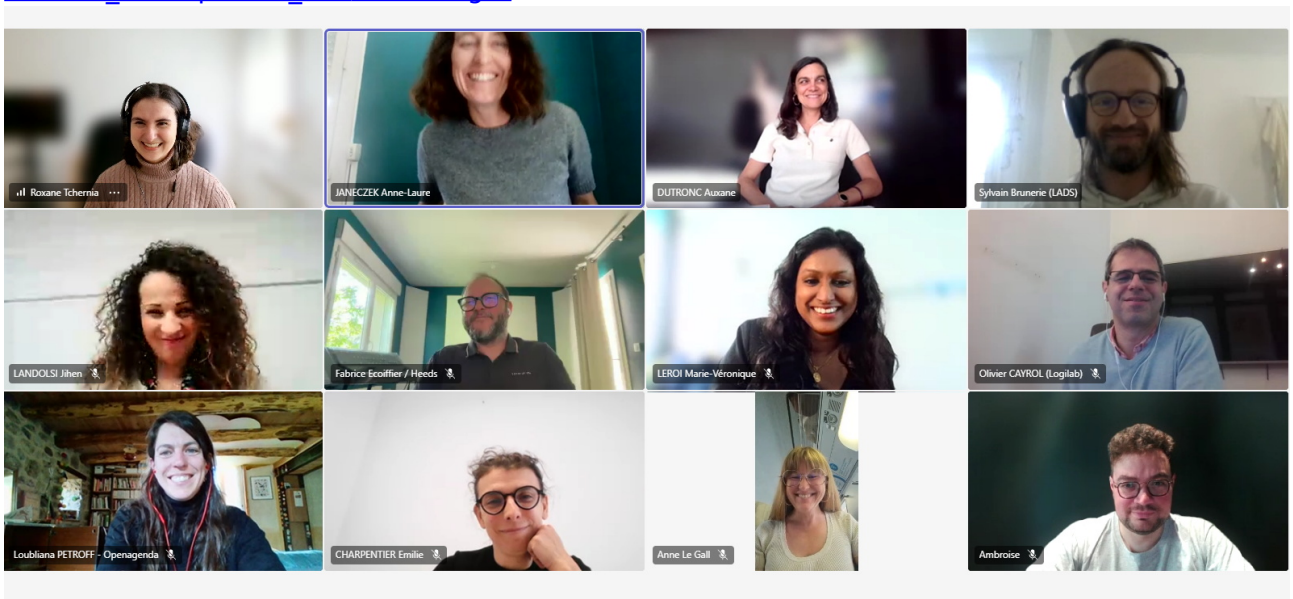
## Pour aller plus loin

Retrouvez des ressources pour approfondir votre connaissance du projet :

- Cadre d'interopérabilité des données du spectacle vivant v0 sur GitHub
- Présentation et documentation de la démarche
- Retour sur l'expérimentation Cap Data
- Appel à béta-testeur en cours de refonte de site Internet

Consultez également le diaporama projeté lors de l'événement.

261117_PresOpenlab_v00Télécharger




**Envie de contribuer à la démarche ?**

Que vous souhaitiez simplement **approfondir votre compréhension du projet, participer aux travaux, tester le cadre**, **partager votre expérience** ou **suivre la démarche** :

Répondez à ce court questionnaire